



DOMAINE DES SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

MENTION ECONOMIE

LICENCE 3

OPTION : ECONOMIE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE



LE ROLE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS DE MADAGASCAR



Présenté par : RAHOLIARIMALALA Vololonirina Haingotiana Myriam

Encadreur : Monsieur RAVELOSON Harimisa

PROMOTION TAMBATRA

Année universitaire : 2017-2018
Date de soutenance : 13 Mars 2019

REMERCIEMENT

Je tiens avant à exprimer ma reconnaissance à Dieu qui m'a apporté le soutien intellectuel, la santé, le courage pour avoir accompli cette étude.

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma gratitude.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma reconnaissance à l'encadreur de ce mémoire, Monsieur RAVELOSON Harimisa, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses conseils, qui ont contribué à alimenter ma réflexion.

J'adresse mes remerciements à Monsieur RAMAROMANANA Andriamahefazafy Fanomezantsoa responsable de la mention économie.

Je désire aussi remercier le responsable d'année Madame Holimalala et les professeurs, qui m'ont fourni les outils nécessaires à la réussite de mes études universitaires.

SOMMAIRE

Sommaire.....	II
Introduction.....	1
Partie I : L'impact de la croissance démographique sur la croissance économique.....	3
Chapitre I : Cas théorique.....	5
Chapitre II : Situation démographique et économique des différents pays.....	11
Partie II : Cas de Madagascar.....	16
Chapitre III : La croissance démographique de Madagascar.....	18
Chapitre IV : La croissance économique.....	27
Conclusion	37
Bibliographie	i
Tables des matière.....	vi
Résumé.....	vii

LISTES DES ABREVIATIONS

ENSOMD : Enquête National de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement

EPM : Enquête Permanente auprès des Ménages

FMI : Fonds Monétaire International

IDH : Indicateur de Développement Humain

IDHI : Indicateur de Développement Humain selon les Inégalités

ISDH : Indicateur Sexo-spécifique de Développement Humain

INSTAT : Institut National de la Statistique

JIRAMA: JIro sy RAno MALagasy

MAP: Madagasikara Am-Perinasa

OMD : Objectif Millénaire pour le Développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PIB : Produit Intérieur Bruit

USD : United States Dollar

ZFI : Zone Franche Industrielle

Liste des figures

Figure 1:L'évolution de la population à Madagascar de 1921 à 1950	21
Figure 2: Pyramide des âges.....	24
Figure 3: Taux de croissance du PIB en volume et des prix à la consommation, 1997-2008 (%).....	27
Figure 4: Taux de croissance nominale du PIB par secteur d'activité, 1997-2007 (%).....	28
Figure 5: Évolution de l'incidence de la pauvreté (chiffres en %).....	35

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution et densité de la population de Madagascar de 1975 - 1993	19
Tableau 2:Evolution de l'IDH de Madagascar.....	23
Tableau 3: Distribution de la population par région, et selon le milieu de résidence	25
Tableau 4: Rapport de masculinité par région, et par milieu de résidence	26
Tableau 5: Indicateurs de pauvreté, 1997-2005	30
Tableau 6: Appréciation subjective des ménages sur leurs conditions de vie, 2001-2005 (%)	32

INTRODUCTION

La croissance démographique est l'évolution de la taille d'une population pour un territoire donné. Elle correspond à la somme du solde naturel et du solde migratoire, calculée en général pour une année. L'effectif d'une population augmente quand il y a un excédent des naissances sur les décès et des entrées sur des migrants sur les sorties. Le taux d'accroissements annuel est le rapport entre la variation de la population au cours d'une année et son effectif au milieu de l'année.

Le taux d'accroissement démographique décrit le rythme de cette évolution. Il correspond à la variation de la population au cours d'une période de temps et s'exprime généralement en pourcentage du nombre d'individus dans la population à la mi-période où la population moyenne.

De 6 000 à 5 000 ans, la population mondiale est estimée varier entre 6 et 8 millions d'humains. Passée de 100 millions à l'âge du bronze à 200 millions d'individus au Moyen Âge, c'est surtout à partir du XIX^e siècle que l'accroissement démographique devient exponentiel avec les progrès économiques et sanitaires ; auparavant seuls 2 des 6 enfants qu'une femme mettait en moyenne au monde survivaient jusqu'à l'âge de la procréation.

La croissance démographique influence la croissance économique.

La croissance économique est l'augmentation quantitative des biens et services produits. Au XIX^e siècle principalement, la croissance démographique a eu un impact positif sur la croissance économique. En effet, l'augmentation de la population permet une hausse du taux d'activité.

Cependant, deux facteurs, le travail et le capital, sont nécessaires pour produire. Ainsi, la croissance démographique n'est pas une condition suffisante de la croissance économique : le capital et surtout le progrès technique occupent un rôle fondamental dans l'augmentation annuelle des richesses d'un pays.

De manière générale, une forte hausse de l'activité économique, comme la révolution industrielle, s'accompagne aussi de transformations démographiques. Les deux phénomènes sont concomitants. Déjà au 16^e siècle, le mercantiliste J. Bodin affirmait : « Il n'est de richesses, ni de forces que d'hommes ». Cette maxime affirme bien que la croissance économique se réalise uniquement par une croissance démographique. En effet, la population

seule crée de la richesse. Pour les mercantilistes l'homme lui-même va produire des articles manufacturés (cas de l'industrialisme en France) pour les vendre dans d'autres pays dans le but

Ultime d'amasser des métaux précieux. L'homme est l'élément premier dans cette recherche d'or et d'argent. Dans une même optique, les physiocrates attachent beaucoup d'importance à la croissance démographique car les hommes sont à l'origine de la richesse : la production agricole.

De ce fait, ce sujet s'intéresse le lien entre la croissance démographique et la croissance économique. Cela nous permet de poser la question : Est-ce-que la croissance démographique est-elle un moteur de la croissance économique ? Pour mieux comprendre cette question ; on va analyser dans la première partie le côté théorique l'impact de la croissance démographique sur la croissance économique. Et dans la deuxième partie le cas pratique pour le cas de Madagascar.

PARTIE I: L'IMPACT DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le cadre théorique est généralement perçu comme une synthèse des idées disponibles dans la littérature. Il sert principalement à présenter un cadre d'analyse et à généraliser des relations théoriques déjà prouvées dans d'autres contextes pour tenter de les appliquer au problème de recherche. Dans le cadre de notre travail, le phénomène apparaît trop complexe pour le réduire à un résultat plutôt spontané. De ce fait, nous mettons en exergue, les principaux courants d'idées relatifs à la relation entre les variables démo-économiques pour mieux nous situer et ainsi déterminer notre position théorique.

Chapitre I: Cas théorique

Dans le but de susciter des pistes de réflexions sur la relation entre la croissance démographique et la croissance économique et d'essayer de trouver des éléments de réponses, en ce qui concerne l'existence de cette relation. De ce fait, nous aurons recours à des ouvrages, des articles ainsi que d'autres documents publiés sur les différents moteurs de recherche de l'internet, dans le but de collecter les différentes informations dont nous ferons usage dans ce travail. Toutefois, les thèses qui contredisent la doctrine de Malthus sont de plus en plus accréditées par les démographes qui se fondent sur des projections et des analyses scientifiques.

Section 1: Le courant orthodoxe ou courant Malthusien

Avec Malthus, l'étude de la démographie prend un nouveau tournant. Lors de la parution en 1798 de l'Essai sur le principe de population ; il déclare que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire à la subsistance de l'homme. Aussi l'homme doit-il par tous les moyens pallier les menaces de la loi de population. En effet, les moyens de subsistance ne croissent pas au même rythme que la population. Par conséquent, lorsque la population augmente, ces hommes sont de trop : ils n'ont pas leur place "au banquet de la nature". La société n'a pas besoin de la force de travail qu'ils représentent parce qu'elle ne peut pas les nourrir. L'excès de population constitue d'ailleurs un frein actif à son augmentation par la mortalité qu'elle engendre. D'autre part, Malthus prône le retard de l'âge du mariage, le célibat et la limitation des naissances.

Les thèses malthusiennes présentent une vision pour le moins étriquée du potentiel de la terre à produire des richesses et surtout de la capacité de l'homme à s'adapter et à trouver de nouvelles ressources.

L'ensemble des discours malthusiens a été repris par les libéraux tels que Jean-Baptiste Say qui n'a pas hésité à affirmer qu'il était bien plus important d'épargner que de féconder. Par ailleurs, en reconnaissant la capacité de l'espèce humaine à se reproduire à l'infini, il met en place un schéma bien précis selon lequel l'augmentation de la population est bornée par le défaut de moyens d'existence. Cependant cette théorie repose sur la prise en compte du rendement, qui constitue le rapport entre la quantité produite et la surface cultivée et non de la productivité, qui correspond au rapport entre la quantité produite et le travail de l'homme

Pour Ricardo, l'augmentation de la population est naturelle mais les conditions économiques en limitent la croissance. Afin de favoriser le maintien d'une population nombreuse et de promouvoir la croissance démographique par le développement des richesses, et vice-versa, il faudrait donc développer le progrès technique et le libre-échange. Au début du XXème siècle,

l'effort général de rationalité touche la science de la démographie et se traduit par l'utilisation de modèles. Mais le clivage entre les malthusiens et les anti-malthusiens demeure. L'analyse démographique s'appuie encore davantage sur des considérations d'ordre économique. Pareto affirme la dépendance mutuelle entre l'évolution démographique et l'évolution économique. Cependant, contrairement à Malthus qui analyse les effets de la croissance de la population uniquement en termes de prospérité, Pareto met en évidence une pluralité de causes : le mode d'organisation de la société, l'utilisation des capitaux, etc... La théorie de Pareto illustre une approche économique de la famille et lorsqu'il déclare que l'augmentation des richesses conduit à une chute de la natalité par le désir de conserver une vie aisée, il ne fait que décrire le tableau que nous avons aujourd'hui sous les yeux.

La doctrine malthusienne, quant à elle subit deux courants : l'un qui lui marque une opposition farouche et l'autre qui lui imprime une réactualisation intéressante. Dans l'ensemble, les opposants au malthusianisme formulent des objections importantes. Tout d'abord, la croissance démographique s'inscrit dans un processus de développement économique non négligeable. Elle crée en effet "*une pression créatrice* » ; selon les termes d'Ester Boserup, qui modifie les modes de production. Contrairement à la proposition de Thomas Malthus selon laquelle les méthodes agraires définissaient la taille de la population (fonction de la nourriture disponible), elle démontre au contraire que c'est la pression démographique qui impose l'évolution des techniques agraires. En bref, « la nécessité est la mère de l'invention. ». L'augmentation de la population se traduirait alors par une augmentation des ressources, ce qu'Alfred Sauvy soulignait également en reconnaissant l'importance des relations entre le progrès technique et le volume de la population active occupée.

En 1958, Kuznets soulevait encore la question des avantages économiques d'une croissance démographique rapide. Il déclare au début d'un rapport que les récents ouvrages spécialisés (et de vulgarisation) soulignent spécifiquement les aspects négatifs et le danger de la croissance de la population : épuisement des ressources non renouvelables, détérioration des conditions de l'accumulation du capital, difficultés d'organisation, etc. Il propose d'envisager

l'apport positif de la croissance de la population, estimant qu'il devra tôt ou tard l'emporter sur l'effet négatif. Mais ses intentions n'aboutirent à rien. On peut lire dans les dernières pages du rapport que, même dans le cas d'une économie développée, la question principale de la discussion comme dans la plupart des recherches dans le domaine des relations entre la démographie et la croissance reste ouverte. Il poursuit que nous n'avons même pas de données empiriques approximatives pour pouvoir soupeser les divers aspects positifs et négatifs de la croissance de la population. Bien que nous puissions, en toute vraisemblance, distinguer ce qui est avantageux de ce qui ne l'est pas, il est rare que nous connaissions le caractère des fonctions qui les relient aux diverses valeurs de la croissance démographique. Revenant sur cette question, mais cette fois en 1965, Kuznets affirmait qu'on ne peut répondre aux différentes questions liées à ces deux variables que par des jugements spéculatifs, en ayant recours à toutes sortes de connaissances incomplètes.

Ainsi, simultanément et de façon surprenante, la recherche s'orienta peu, jusqu'à la fin des années soixante-dix, vers l'exploration des conséquences économiques de la forte croissance démographique. Les quelques analyses théoriques développées avaient donc pour but de soutenir les positions antinatalistes. Face à ces analyses qui se bornaient à prolonger les modèles canoniques de croissance par accumulation, les études réellement empiriques orientées vers la recherche de liaisons statistiques pertinentes et significatives entre la croissance de la population et les performances macroéconomiques furent relativement rares.

La recherche ne s'orienta vers cette démarche empirico-inductive qu'à partir des années quatre-vingt, principalement en divisant le champ des relations démo-économiques en quelques domaines d'interaction séparés les uns des autres et étudiés de façon indépendante *ceteris partibus*. C'est ce que Mc Nicoll appelle les « *tropical studies* », que nous traduirons par études thématiques partielles. Cette méthodologie sera très liée au renouvellement de la conception des conséquences économiques de la croissance démographique vers des positions plus neutralistes et relativistes, généralement qualifiée de révisionnistes.

Section 2: La transition démographique et l'optimisation historique

La théorie de la transition démographique part d'un constat simple à savoir que les variations spatiales de la mortalité et de la natalité sont dues à des différences d'évolution démographique. L'hypothèse de base de la théorie de la transition démographique est que toutes les populations du monde vont évoluer de la même façon, avec des décalages de calendrier dans cette évolution. Ce modèle a été bâti par les démographes d'après leurs observations et leurs analyses sur l'évolution des populations des pays européens et nord-américains afin d'expliquer le passage d'un régime de forte natalité et mortalité à un régime de faible natalité et mortalité.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale existait un consensus parmi les démographes américains, concernant l'influence déterminante des changements structurels sur les dynamiques démographiques. Avec les formulations successives du processus de la transition démographique autour de 1945, les démographes américains étaient parvenus à produire une théorie historique unifiée apparemment capable d'expliquer les tendances démographiques observables dans de nombreuses régions du monde. Tous les changements démographiques, notamment les baisses de la mortalité et de la fécondité, étaient perçus comme des réponses, décalées dans le temps à une variété de changements structurels communément rassemblés sous le mécanisme de « processus de modernisation ».

Cette théorie de la transition démographique était donc le produit de la sédimentation de nombreuses années de recherche historique ayant conduit à expliquer les niveaux et les baisses de fécondité observés dans les pays occidentaux, par le jeu des conditions socioéconomiques et de leurs modifications. Les ajustements des objectifs et des motivations des agents économiques et des ménages aux changements structurels du système socio-économique conduisent à des adaptations des comportements démographiques. La diffusion et le développement des techniques contraceptives de contrôle démographique étaient perçus comme inutiles, voire même pour certains défavorables à l'ajustement de la fécondité. L'industrialisation était alors conçue comme le véritable prérequis pour la diminution de la fécondité.

Avec l'accélération de l'accroissement démographique dans certains pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Costa Rica,) et d'Asie (Inde, Malaisie, Formose.), une nouvelle perception du problème de la transition démographique émerge autour de 1955. Alors que les taux d'accroissement démographique maxima qu'avait expérimentés l'Europe au cours de son processus de transition démographique ne dépassaient pas 1,5% par an, ces taux atteignaient des valeurs jamais vues de 3,7% au Costa Rica ; de 3,0% en Malaisie et de 2,9 % au Mexique de 1950 à 1954. Sous l'effet de cette pression démographique inusitée, la mise en place de programmes de contrôle démographique par la diffusion de la régulation des naissances apparaît désormais, comme la condition nécessaire et préalable à la transition industrielle urbaine.

Remarquons que le problème des effets de la croissance démographique est à cette période improprement présenté comme un problème de surpeuplement statique, exprimé en termes de densités et dynamique, en termes de taux de croissance, essentiellement localisé dans les zones rurales et agraires. L'action des politiques de contrôle démographique doit alors permettre de ralentir le rythme de l'accroissement démographique naturel dans les campagnes, de façon à diminuer le rythme d'accroissement démographique des villes par migration rurale-urbaine, saisonnière ou permanente. C'est d'ailleurs à cette époque, que certaines analyses purement économiques mettent en évidence l'effet de perturbation du développement capitaliste que peut avoir le surplus de main-d'œuvre rurale. Le vrai problème se situe davantage dans l'inadéquation entre les réserves existantes de main-d'œuvre et les besoins de la structure productive que dans l'existence d'une réelle population surnuméraire conduisant à la diminution absolue des niveaux de vie.

Toutefois, la question de transition démographique dans les pays en développement était alors ressentie comme non pertinente. La discussion des conséquences macroéconomiques était fondée sur des modèles consacrés à d'autres usages, essentiellement des modèles de croissance économique. Le débat visait donc à établir si la nouvelle répartition par âge des populations rajeunies, associée à la forte fécondité, diminuerait les investissements et les quantités de capital nécessaires pour augmenter la production ou pour permettre d'assurer un niveau de vie moyen croissant ou constant à une population croissante.

De tous ces courants d'idées, celui de Malthus semble convenir mieux dans le cadre de notre travail de recherche, vu sa pertinence par rapport à la réalité des pays pauvres.

En résumé, selon Kelley et Schmidt (1996), les résultats aboutissent aux conclusions suivantes concernant l'impact de la croissance démographique sur la croissance du revenu par tête :

- dans les décennies 1960 et 1970, aucune corrélation statistique significative n'a été mise en évidence,
- dans les années 1980, la corrélation est significative et importante. Elle varie avec le niveau de développement : elle est négative dans les pays en voie de développement et positive dans la plupart des pays développés,
- quelle que soit la période, la densité de la population exerce un impact positif. Au cours de certaines périodes, la taille de la population a pu également avoir un impact positif. Dans ce dernier cas, ce sont des effets d'échelle qui seraient mis en évidence via la variable taille de la population mais cette voie a été peu étudiée.

Chapitre II : Situation démographique et économique des différents pays

Dans les théories précédentes, très générales, les relations entre l'économie et la démographie ont été présentées elles aussi de manière générale. Après avoir précisé brièvement certains de ces mécanismes démo-économiques, nous confronterons les théories avec la pratique en examinant les corrélations, ou leur absence, mises en exergue par de nombreux auteurs qui ont comparé les croissances économique et démographique des pays en développement depuis les années 1960. Ensuite, deux pays, Maurice, et un continent, l'Amérique latine, seront étudiés à titre illustratif dans leurs phases historiques de développement économique et de croissance démographique

Section 1: Une transition démographique avec un développement économique rapide Maurice

Maurice, situé dans l'océan Indien non loin de la Réunion et de Madagascar, est composé de plusieurs îles, dont la principale, l'île Maurice. Nanti d'une population de 1,1 million d'habitants, le pays connaît actuellement une dynamique démographique naturelle qui assure une croissance faible puisque de 1 % par an. Au tournant du xxi » siècle, le renouvellement des générations n'est plus assuré, l'indice synthétique de fécondité étant de 1,9 enfant par femme. La population devrait se stabiliser autour de 1,2 million d'habitants vers 2025. Pourtant, la croissance démographique de Maurice était l'une des plus fortes du monde voici cinquante ans ; la baisse rapide de la mortalité associée à la hausse non moins rapide de la natalité vers 1947 a entraîné des taux de croissance annuels supérieurs à 3 % durant la période 1950-1964, avec un seuil maximum de 3,6 % en 1950, taux parmi les plus élevés enregistrés. Si la fécondité avait déjà légèrement baissé avant l'indépendance de l'île en 1968, c'est véritablement à partir de cette date que l'indice synthétique de fécondité décroît de manière importante. Il se situe en dessous de quatre enfants par femme pendant la décennie 1970, en

dessous de trois pendant les années 1980 et aux alentours de deux enfants par femme durant la décennie 1990. Cette réduction de la fécondité a été largement appuyée dès 1963 par une politique de planification familiale, dont la double caractéristique est, d'une part, d'avoir été initiée pour pallier les capacités limitées d'emploi dans le secteur primaire et, d'autre part, d'avoir reçu un accueil très favorable de la majeure partie de la population. Aujourd'hui, ce sont les trois quarts des femmes en union qui utilisent une méthode contraceptive. Cette transition de la fécondité s'est aussi déroulée dans un contexte économique très dynamique qui classe Maurice aujourd'hui dans la fourchette haute des pays dits « à revenus intermédiaires », puisque le produit national par tête y atteint 3 730 dollars en 1998 et qu'il a connu une croissance moyenne annuelle de 4,3 % sur la période 1975-1990 et de 4,0 % sur la période 1990-1998. Ce résultat est celui d'un développement qui a su tirer parti d'avantages nationaux et d'une large ouverture internationale. Une première phase de croissance économique dans les années 1970 est liée à l'exportation. Pour un panorama plus complet sur la théorie de la modernisation et sur la transition démographique, voir Charbit, « La croissance de la population et la transition démographique », in Charbit (Y.) (dir.), *La population des pays en développement*, coll. Les études, La Documentation française, Paris, 2000, p. 11-31.

La manière dont s'est déroulée la transition démographique de Maurice semble bien correspondre au schéma explicatif de la modernisation qui est celui des pays développés. Parmi les facteurs de la modernisation, l'éducation et l'activité des femmes sont essentielles comme déterminants à l'accès à la contraception. Or, on peut noter la forte proportion de femmes employées dans l'industrie manufacturière de la zone franche mauricienne puisqu'en 1987, sur les quelque 90 000 salariés dans ce secteur, 60 000 sont des femmes. Ce dernier chiffre, ramené à l'effectif de la population, est important si l'on considère que ce sont surtout des jeunes femmes qui sont employées. Et ceci est une nouveauté dans la société mauricienne, composée pour les deux tiers par une population indienne, car le statut de la femme la cantonne traditionnellement dans l'espace privé, en opposition avec l'espace public réservé à l'homme. Le fait que les jeunes femmes travaillent, et soient donc absentes du marché matrimonial, a donc d'abord un effet mécanique sur le recul de la fécondité par un retard de l'âge au mariage, mais surtout par une certaine forme d'émancipation à laquelle elles accèdent à travers la scolarisation et l'activité professionnelle .Si la qualité de la politique de planification familiale de la République de Maurice est un fait marquant, le rôle du développement économique dans la baisse de la fécondité est incontestable. Mais il faut

souligner qu'il n'a été rendu possible que par l'existence de facteurs socioculturels et politiques

Et ceci, même si la forte proportion de femmes cache en fait une discrimination sur les salaires et le traitement des employés. Il est significatif que cette proportion baisse au fur et à mesure que l'écart entre les salaires féminins et masculins se réduit.

Section 2: Une transition démographique à deux vitesses : l'Amérique latine

Si l'on relève ici ou là quelques exceptions, on peut néanmoins parler d'un modèle spécifique de transition démographique latino-américain. Celui-ci se fonde sur une croissance économique importante entre les années 1930 et 1960, un développement sanitaire et médical surpassant parfois celui des pays européens et un système éducatif performant. Mais il faut préciser que ces progrès sont concentrés dans les zones urbaines, laissant en dehors du développement la population rurale.

Durant cette période de croissance économique intense, pendant laquelle on a même pu parler de « miracle économique » pour le Brésil ou le Mexique par exemple, la mortalité chutait fortement tandis que la fécondité augmentait, sous l'effet de la diminution de la morbidité, de la moindre mortalité des mères et de la réduction de la stérilité permise par l'amélioration des conditions sanitaires. C'est vers les années 1965 que commence la baisse de la fécondité parmi les classes sociales favorisées, essentiellement en milieu urbain, à la suite de l'adoption de nouveaux modèles socioculturels que ce soit en matière de travail, de statut de la femme ou de nuptialité. La réduction de la fécondité issue des nouvelles attitudes des couples a pu être grandement relayée par des politiques volontaires d'offre de moyens contraceptifs. On peut considérer que cette transition démographique a suivi dans ses grandes lignes, tout au moins dans ses motivations, celle des pays européens au siècle passé. D'ailleurs, en Argentine, en Uruguay ou au Chili, les immigrants européens du début du xx siècle ont conservé leur modèle de faible fécondité, ce qui s'est ressenti sur la fécondité générale de ces pays dès les années 1930. En marge de ce développement économique, il existe en Amérique latine une autre transition démographique qui s'est déroulée, et se déroule encore, dans un contexte de pauvreté, de non-accès au progrès social, sanitaire, médical et éducatif. Elle a commencé plus tardivement que la première, vers les années 1980, dans les couches de la population les plus pauvres et en milieu rural, selon le schéma du « malthusianisme de pauvreté ». La

combinaison de ces deux modèles transitionnels débouche sur un indice synthétique de fécondité de 2,7 enfants par femme pour l'ensemble de Voir l'article dont nous nous inspirons ici « Singularités et modalités des transitions de la fécondité en Amérique latine », in Pilon, Guillaume, Maîtrise de la fécondité et planification familiale au sud, IRD Editions, Paris, 2000, p. 21-33. Dans ce schéma, la limitation des naissances se fait pour assurer la survie du reste de la famille. Dans un tel contexte de pauvreté, la demande de contraception ne peut être satisfaite que si l'offre est effective et peu coûteuse.

L'Amérique latine et les Caraïbes pendant la période 1995-2000. Mais la relative faiblesse de la fécondité générale et de la croissance démographique de la population ne doit pas occulter les disparités existantes entre le milieu urbain et le milieu rural et aussi entre les classes sociales. Cette moyenne cache en fait une transition achevée et une encore en cours.

On peut tirer deux enseignements principaux du cas de l'Amérique latine, relaté à très grands traits. Le premier concerne la connaissance des relations entre la démographie et l'économie : ici, la croissance économique et donc l'augmentation du niveau de vie pour une part de la population a été un élément moteur dans la baisse de la fécondité de ceux qui en ont tiré les fruits.

En revanche, la pauvreté dans laquelle reste cantonnée une autre partie de la population, rurale la plupart du temps, a aussi été un facteur explicatif de la baisse de la fécondité. Le corollaire de ceci, et ce sera le deuxième enseignement, est la nécessité de bien distinguer les sous-populations pertinentes lorsqu'on veut étudier le sens de la relation entre développement économique et croissance démographique car les mécanismes ne sont pas univoques. Les très fortes inégalités de revenu caractéristiques du continent sud-américain et ses deux transitions démographiques nous le rappellent avec force

Conclusion partielle de la première partie

Plusieurs courants de pensées ont pris naissance pour mettre en cause l'impact de la population sur la croissance. Citons, d'un côté, les alarmistes qui dénoncent ses méfaits ; d'un autre, les positivistes, qui vantent ses prouesses sur l'économie. Toutefois, les travaux de recherche relatifs à un tel sujet, quelle que soit leur nature ou leur préoccupation, doivent être faits au cas par cas, car l'expérience économique varie d'un pays à un autre, ou encore d'un groupe de pays à un autre. Par conséquent, nous présenterons une analyse sur l'influence de l'évolution démographique sur la croissance économique précisément dans le cadre des pays sous-développés

PARTIE II: CAS DE MADAGASCAR

La croissance démographique est très souvent, à Madagascar comme ailleurs, considérée par les analystes comme un facteur essentiel de la croissance économique. Pourtant, à des niveaux d'échelle fins, des recherches menées dans de nombreux pays du Sud mettent l'accent sur la multiplicité des interactions entre la croissance démographie et l'impact sur la croissance économique. L'objet de cet article est de faire le point sur les relations entre la question la croissance démographique et la question de la croissance économique à Madagascar en examinant d'abord cette thématique au niveau national puis en recentrant le propos sur une recherche menée dans les Hautes Terres. Les options méthodologiques ainsi que des résultats sont présentés

Chapitre III : La croissance démographique Madagascar

La croissance démographique a son objet d'étude : les populations humaines. Mais présenté de cette manière, le champ est plutôt vaste et englobe l'ensemble des sciences sociales. L'objet de ce chapitre est de retracer le parcours des études et recherches démographiques réalisées à Madagascar mais aussi de montrer comment certaines recherches menées dans le pays ont participé de fait à la progression des savoirs et des techniques démographiques en général. Dans cette optique, une première section fera un la croissance démographique qui se divise en deux section, l'évolution de la croissance démographique et la situation de la croissance démographique à Madagascar

Section 1: L'évolution de la croissance démographique

La population résidente de Madagascar a été évaluée à 12 239 000 habitants par le dernier recensement général de la population et de l'habitat, effectué en 1993 (tableau 1). Cette population est inégalement répartie sur une superficie totale de 587 000 km². La densité nationale de 21 habitants au km² cache, en effet, des diversités régionales assez importantes : des zones à forte occupation, telles que les Hautes Terres centrales (provinces d'Antananarivo et de Fianarantsoa) s'opposent aux zones faiblement peuplées de l'Ouest et du Sud-Ouest, tandis que dans le Nord et l'Extrême-Sud, la densité de population est moyenne. Sur les Hautes Terres, la capitale Antananarivo se distingue par son poids démographique. Après la capitale, qui compte probablement plus de 1,2 million d'habitants si les zones environnantes sont incluses pour constituer « le Grand Antananarivo », Toamasina (Tamatave) est la deuxième grande ville, suivie par Antsirabe, Fianarantsoa, Mahajanga, Toliary (Tuléar), Antsiranana (Diego Suarez), Taolanaro (FortDauphin) et Morondava.

La démographie de Madagascar a fait l'objet de solides et bonnes études. Le travail pionnier de Louis Chevalier, *Madagascar, populations et ressources* (1952), constitue une riche source d'informations sur les débuts de la transition démographique après la deuxième guerre mondiale. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, des démographes français et malgaches ont étudié le commencement du déclin de la fécondité (Lacombe, 1973 et 1975 ;

Gendreau, 1969 ; Andriamboahangy, 1973 ; Courbage et Fargues, 1979). L'état civil, remarquablement complet à cette époque en milieu urbain, a permis d'analyser la dynamique de la population. À la fin des années 1980, une série d'études effectuées par l'Unité de développement et population de la Direction régionale du Plan d'après les résultats du recensement de 1975 (Madagascar, 1988) a préparé le terrain pour la loi nationale sur la population et le développement de 1990. Mais mis à part le recensement de 1975, peu de données démographiques ont été collectées au cours de la Deuxième République (1975-1991). Le recensement de 1993 et diverses enquêtes réalisées au cours des années 1990 vont nous permettre d'analyser les tendances de la fécondité, de la mortalité et de la planification familiale au cours des dix dernières années.

Tableau 1: Evolution et densité de la population de Madagascar de 1975 - 1993

TABLEAU 1: ÉVOLUTION ET DENSITÉ DE LA POPULATION DE MADAGASCAR DE 1975 À 1993

Région	1975		1993	
	Population (en milliers)	Densité (hab./km ²)	Population (en milliers)	Densité (hab./km ²)
Antananarivo	2168	37,2	3601	61,8
Fianarantsoa	1804	17,6	2550	24,9
Toamasina	1180	16,4	1995	27,7
Mahajanga	820	5,5	1365	9,1
Toliary	1034	6,4	1773	11,0
Antsiranana	580	13,5	955	22,7
Madagascar	7586	12,9	12239	20,8

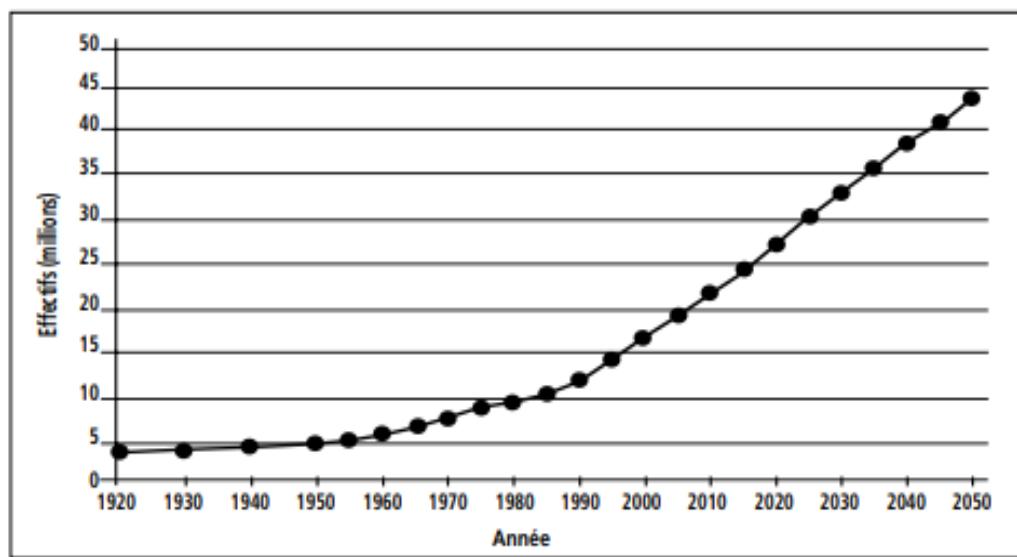
Sources: Banque de données de l'Etat (BDE), RGPH 1975 et INSTAT, RGPH 1993.

Une récente enquête nationale de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ENSOMD) a montré que le taux de fécondité des adolescents de 15 à 19 ans à Madagascar est de 163 % (pour mille). « C'est l'un des taux de fécondité des adolescents les plus élevés, comparé aux autres pays. Puis, faut-il rappeler que 20,4 % des ados sont entrés dans la fécondité avant l'âge de 15 ans ? », a confié Jean Christian Razafiarison, expert en Population et Développement. Ainsi, l'on est actuellement face à une forte croissance démographique à

Madagascar. L'une des causes principales de ce problème est alors la pauvreté, selon cet expert. « Pas besoin de faire une analyse approfondie pour constater que ce sont les sans-abris qui mettent au monde le plus d'enfants. En outre, il y a également la recrudescence des films érotiques et pornographiques qui influence les jeunes à devenir sexuellement actifs. Surtout qu'ils manquent de connaissance en matière de reproduction, de contraception, et d'éducation sexuelle », explique ce démographe. Et oui, à cause de toutes ces raisons, beaucoup d'enfants malgaches naissent et grandissent dans les rues. Ils sont venus au monde sans l'avoir voulu. La plupart sont pourtant livrés à eux-mêmes, en grandissant dans des milieux très pauvres. Cela résulte de la détermination de leurs parents à faire des relations sexuelles, sans toutefois avoir pris la sagesse de procéder à des méthodes contraceptives. Le fait est que ce sont généralement les pauvres qui ont beaucoup d'enfants. Contrairement à la couche moyenne qui n'ont en général que 2 à 3 enfants par foyer.

5 %. Seul 33 % de la population, de 15 à 49 ans, procèdent à l'utilisation des méthodes contraceptives à Madagascar. « C'est tout simplement causé par l'ignorance, principalement chez les jeunes », poursuit le démographe. Et justement à propos des jeunes, lui de confier que l'âge médian (âge moyen) d'entrée au premier rapport sexuel, au niveau national, est de 17 ans. « Ceux qui sont parvenus à atteindre le niveau secondaire ont en moyenne 18 ans lors de leur premier rapport sexuel. Mais ceux qui sont sans éducation ont généralement leur premier rapport sexuel à 16 ans », rajoute Jean Christian Razafiarison. Les Malgaches sont alors sexuellement actifs dès leur jeune âge. « C'est à Analamanga que l'on rencontre le taux le plus élevé de jeunes utilisant des moyens de contraception : 55 %. Par contre, à Androy, 5 % des populations seulement utilisent la contraception », dixit notre expert en Population et Développement.

Dans 3 ans, Madagascar a donc une population principalement jeune, avec une croissance rapide. « Ces dix dernières années, il y a eu une hausse de 2,8 % par an des jeunes de moins de 18 ans. Et à l'heure actuelle, la population active est moins nombreuse que la population inactive ». Les dernières données officielles relatives au recensement général de la population malgache datent de 2003. Et le prochain recensement général est programmé dans 2 à 3 ans.



Sources : Commissariat général au Plan, 1962, pour la période 1921-1949
United Nations, 2005, pour la période 1950-2050 (scénario central pour les projections)

Figure 1:L'évolution de la population à Madagascar de 1921 à 1950

Section 2: Caractéristique de la croissance démographique

Madagascar est caractérisé par un taux de croissance démographique et un pourcentage des jeunes relativement élevés qui pourraient constituer à la fois une potentialité et un risque. Selon les projections démographiques, la population malgache s'élève à environ 24,24 millions d'individus en 2016 avec une densité moyenne de 40,4 habitant/km². Le taux de croissance démographique annuel est estimé à 2,9 % entre 1975 et 2000, et de 2,8% selon la projection qui couvre la période de 2000 à 2016. La population malgache est caractérisée par

sa jeunesse avec 53,8% de la population malgache qui a moins de 20 ans. Les enfants âgés de moins de 15 ans représentent un peu moins de la moitié de la population (44,7%). En 2016, la population scolarisable est estimée à 9,2 millions, dont 2,4 millions en âge préscolaire (3 à 5 ans), 3,2 millions d'enfants de 6 à 10 ans scolarisables de niveau primaire, 2,4 millions d'enfants de 11 à 14 ans scolarisables de niveau secondaire premier cycle, et 1,2 millions d'enfants de 15 à 17 ans scolarisables de niveau secondaire second cycle. Ces groupes de population représentent respectivement 10,1%, 13,6%, 10% et 6,9% de la population totale. Ces données montrent que Madagascar dispose d'atouts en termes de force de travail. Pourtant, pour que le pays puisse tirer profit de son potentiel démographique, il doit pouvoir assurer un accès aux emplois et aux revenus à la population, et que la croissance économique dépasse largement la croissance démographique.

Sur le long terme, l'IDHI s'est accru de 0,282 en 1993 à 0,378 en 2016, soit à un taux de croissance annuel moyen de 1,3%. Le rythme de croissance annuelle de l'IDHI n'est cependant pas resté uniforme sur le long-terme : ainsi, si l'indicateur stagne aux plus forts moments des crises politiques (stagnation constatée entre 2001 et 2002, et entre 2009 et 2012), il connaît un fort taux de croissance (3,6% entre 2002 et 2003, 3,8% entre 2003 et 2004, et 2,8% entre 2011 et 2012) au sort des crises. Sur la période 1993 à 2016, les trois composantes de l'IDHI sur l'espérance de vie, l'éducation et le revenu ont pour leur part connu respectivement des rythmes moyens de croissance annuelle, respectivement, de 1,4%, 1,7% et 0,6%

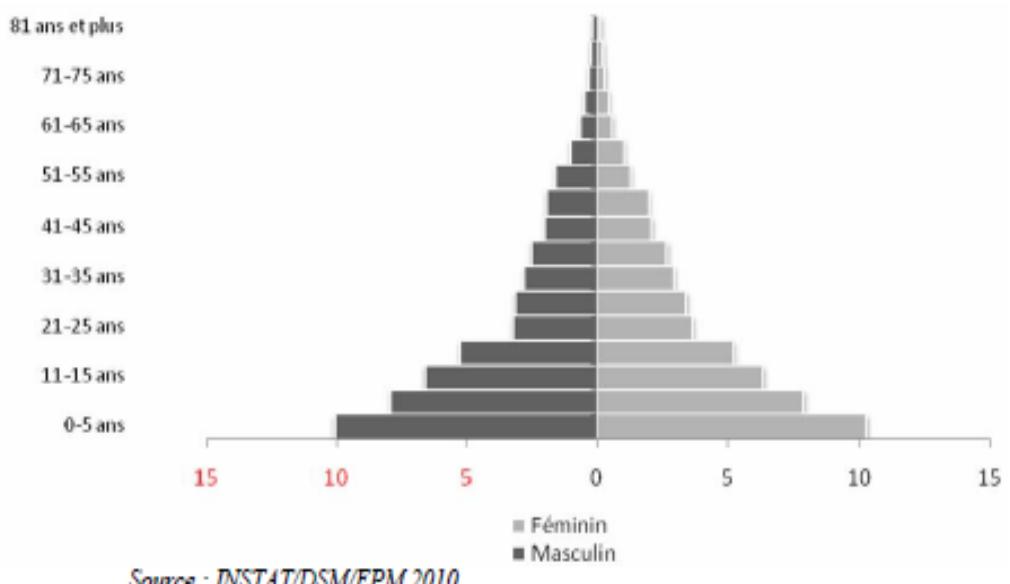
Avec une hausse de 0,386 en 1993 à 0,518 en 2016, l'IDH malgache a cru de 34,2% en 23 ans, soit à un rythme de croissance annuel moyen de 1,3%. Cette amélioration a surtout été tirée par la composante Education, dont l'indice a cru de 1,7% en moyenne par an, alors que les composantes Santé et Revenu, qui à l'origine (c'est-à-dire en 1993) étaient d'un niveau de développement supérieur à celui de l'éducation, se sont pour leur part accrues de 1,4% et 0,6%. Dans les faits, la durée probable de scolarisation a progressé de 6,1 ans entre 2000 et 2015, tandis que l'espérance de vie des Malgaches s'est accrue de 6 ans pour se situer à 65,5 ans en 2015, et que le revenu moyen par habitant (mesuré par le revenu national brut en parité de pouvoir d'achat 2011), a augmenté à un rythme moyen annuel de 2%

Tableau 2: Evolution de l'IDH de Madagascar

MADAGASCAR				
Année	Indice de santé	Indice de l'éducation	Indice de revenu	Indice de Développement Humain de Madagascar (IDH)
1993	0,508	0,322	0,351	0,386
1994	0,520	0,322	0,350	0,388
1995	0,533	0,322	0,351	0,392
1996	0,545	0,322	0,352	0,395
1997	0,557	0,333	0,355	0,404
1998	0,570	0,333	0,358	0,408
1999	0,581	0,333	0,363	0,412
2000	0,592	0,333	0,368	0,417
2001	0,602	0,333	0,376	0,422
2002	0,611	0,347	0,353	0,421
2003	0,619	0,369	0,366	0,437
2004	0,627	0,398	0,373	0,453
2005	0,634	0,410	0,380	0,462
2006	0,640	0,416	0,388	0,469
2007	0,647	0,433	0,396	0,481
2008	0,654	0,441	0,405	0,489
2009	0,660	0,454	0,396	0,491
2010	0,667	0,454	0,394	0,492
2011	0,674	0,454	0,395	0,495
2012	0,681	0,486	0,398	0,509
2013	0,687	0,483	0,400	0,510
2014	0,694	0,484	0,403	0,513
2015	0,700	0,486	0,406	0,517
2016	0,706	0,480	0,410	0,518

Source :INSTAT/nos propres calculs

Graphique 1 : Pyramide des âges



Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Figure 2: Pyramide des âges

Tableau 3: Distribution de la population par région, et selon le milieu de résidence

Région	Urbain	Rural	Unité: % Ensemble
Analamanga	24,8	9,0	12,2
Vakinankaratra	8,8	8,1	8,2
Itasy	1,8	4,4	3,9
Bongolava	1,3	2,5	2,2
Matsiatra Ambony	5,3	6,0	5,9
Amoron'i Mania	2,0	3,6	3,2
Vatovavy Fitovinany	3,6	7,3	6,6
Ihorombe	1,2	1,3	1,3
Atsimo Atsinanana	1,8	4,3	3,8
Atsinanana	7,1	5,8	6,0
Analanjirofo	4,4	4,9	4,8
Alaotra Mangoro	4,0	5,2	5,0
Boeny	4,9	3,0	3,4
Sofia	2,9	6,2	5,5
Betsiboka	1,1	2,0	1,8
Melaky	1,5	1,3	1,4
Atsimo Andrefana	7,6	6,4	6,6
Androy	3,5	4,3	4,1
Anosy	2,0	3,4	3,1
Menabe	3,3	2,9	3,0
DIANA	4,7	2,1	2,6
SAVA	2,5	6,1	5,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Tableau 4: Rapport de masculinité par région, et par milieu de résidence

Région	Urbain	Rural	Unité: %
Analamanga	97,6	99,0	98,4
Vakinankaratra	95,8	99,1	98,4
Itasy	105,4	106,1	106,0
Bongolava	103,8	100,1	100,6
Matsiatra Ambony	95,1	102,6	101,2
Amoron'i Mania	108,0	94,5	96,2
Vatovavy Fitovinany	96,9	96,9	96,9
Ihorombe	113,7	105,7	107,1
Atsimo Atsinanana	88,9	94,6	94,0
Atsinanana	94,6	94,9	94,9
Analanjirofo	93,4	94,2	94,1
Alaotra Mangoro	90,0	105,4	102,6
Boeny	97,3	100,0	99,2
Sofia	92,1	89,3	89,6
Betsiboka	97,0	102,4	101,7
Melaky	104,1	100,0	100,9
Atsimo Andrefana	100,7	100,8	100,8
Androy	102,6	100,1	100,5
Anosy	91,5	103,0	101,4
Menabe	98,7	109,8	107,2
DIANA	95,7	91,2	92,8
SAVA	94,8	89,9	90,3
Ensemble	97,1	98,3	98,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Bref, la population malagasy compte plus d'individus féminins (50,5%) que de masculins (49,5%). Ceci correspond à un rapport de masculinité, défini comme étant le nombre D'hommes pour 100 femmes, de 98%. Le rapport de masculinité varie sensiblement d'une Région à une autre, allant d'un minimum de 89% (à Sofia) à un maximum de 110.

Avec une hausse de 0,386 en 1993 à 0,518 en 2016, l'IDH malgache a cru de 34,2% en 23 ans, soit à un rythme de croissance annuel moyen de 1,3%. Cette amélioration a surtout été tirée par la composante Education, dont l'indice a cru de 1,7% en moyenne par an, alors que les composantes Santé et Revenu, qui à l'origine (c'est-à-dire en 1993) étaient d'un niveau de développement supérieur à celui de l'éducation, se sont pour leur part accrues de 1,4% et 0,6

Chapitre IV : La croissance économique

Le taux de croissance du PIB a atteint 3,1 % en 2015, contre 3,3 % en 2014, confirmant un scénario de reprise économique plutôt timide après la crise politique que le pays a connue entre 2009 et 2013. La reprise devrait s'accélérer dans les années à venir, avec un taux de croissance du PIB qui devrait s'établir à 4,1 % en 2016 et 4,5 % en 2017. Les principaux moteurs de l'expansion économique ont été les exportations et les investissements, le secteur agricole enregistrant une croissance proche de zéro, alors que le secteur secondaire a été le plus dynamique (+8 % de croissance en 2015).

Section 1: Situation de la croissance économique

L'année 2002 mise à part, l'économie de Madagascar a progressé à un rythme fort et soutenu au cours des dix dernières années. Sur la première période de la décennie, entre 1997 et 2001, la croissance a ainsi été de 4,5 % par an en moyenne, l'inflation est restée contenue (le taux d'inflation est passé de 14 % en 1999 à 8 % en 2001), les exportations ont été multipliées par deux et les réserves de devises ont sensiblement augmenté. A la veille de la crise politique, fin 2001, la croissance avoisine les 7 % et permet au PIB par habitant de sensiblement progresser après quatre décennies de baisse ininterrompue.

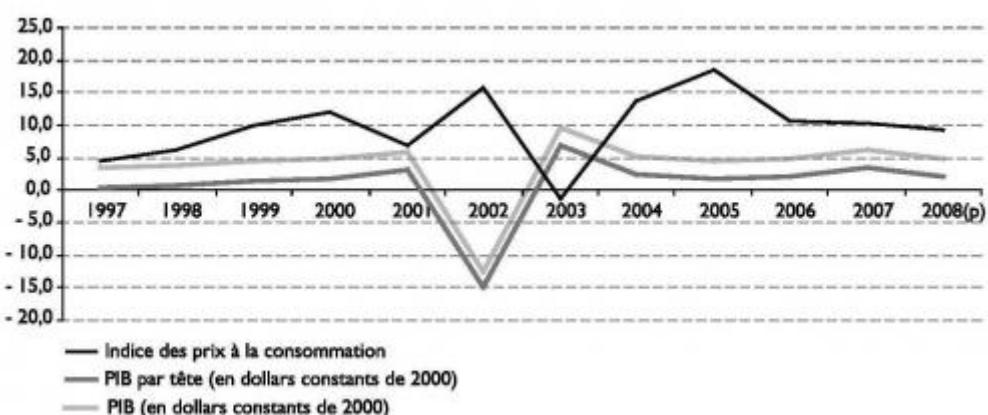


Figure 3: Taux de croissance du PIB en volume et des prix à la consommation, 1997-2008 (%).

Sources : Banque mondiale, World Development Indicators, et projections des services du Fonds monétaire international (World Economic Outlook Database, avril 2009).

Un examen plus attentif des performances de croissance révèle néanmoins une économie à deux vitesses. Les résultats du secteur primaire, dont la part dans le PIB était de l'ordre de 40 % en début de période, sont en effet bien en-deçà de ceux enregistrés dans le secteur secondaire et celui des services : entre 1997 et 2001, la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée en volume n'a été que de 2,4 % dans ce secteur contre 5,5 % dans le reste de l'économie. Outre les aléas naturels (cyclones, sécheresses, invasions acridiennes), à l'origine de la forte volatilité de l'activité agricole, plusieurs contraintes limitent l'expansion du secteur : l'insuffisance du crédit rural et des infrastructures de base nécessaires pour développer la production ; la faible fertilité des sols aggravée par la dégradation de l'environnement due à la déforestation et à l'érosion et le faible niveau technologique des exploitations. Le secteur secondaire, en revanche, a bénéficié de la forte progression de l'activité de la Zone franche industrielle (ZFI) créée en 1989. En 2000, la ZFI comptait 190 entreprises agréées employant 75 000 personnes. Le nombre d'emplois créés a continué de progresser pour atteindre plus de 100 000 à la fin de l'année 2001 (CLINGet al., 2005). Le secteur tertiaire a quant à lui bénéficié des bonnes performances enregistrées par les activités de transport, de construction et celles liées au tourisme.

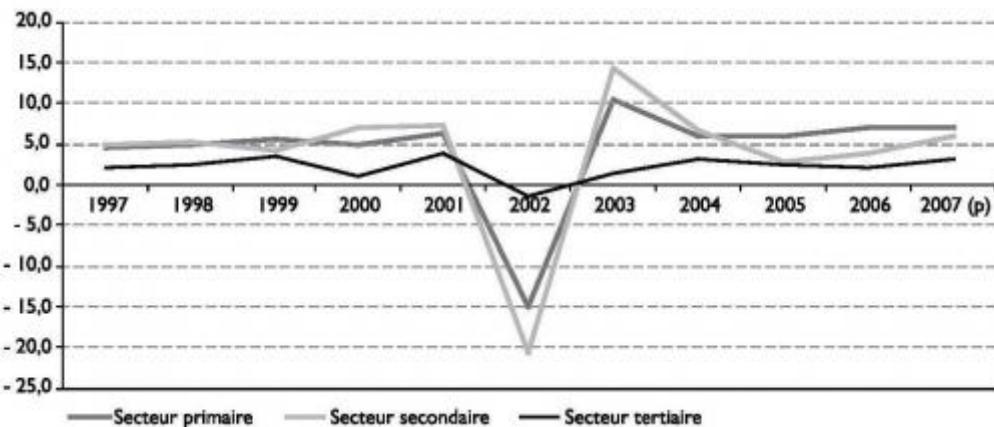


Figure 4: Taux de croissance nominale du PIB par secteur d'activité, 1997-2007 (%).

Source : ministère de l'Économie, des Finances et du Budget/DGE

En 2004-2005, plusieurs événements exogènes défavorables sont venus infléchir la trajectoire ascendante de l'économie malgache : l'augmentation significative des prix du pétrole sur le

marché international, la mauvaise pluviométrie et son incidence négative sur la production d'électricité, la chute du cours de la vanille et le démantèlement des Accords multifibres (AMF). Les difficultés financières et structurelles de la JIRAMA, fournisseur d'eau et d'électricité, ont également pesé sur la croissance. Celle-ci est néanmoins restée à un niveau satisfaisant (+ 4,6 %) grâce aux bonnes performances enregistrées dans les secteurs de la construction, du tourisme (le nombre d'entrées de touristes en 2005 a augmenté de 21 % par rapport à 2004) et de l'agriculture. Dans ce dernier secteur, la valeur ajoutée a crû de 3,5 % en 2004 et de 4,5 % en 2005 conséutivement à l'amélioration des rendements rizicoles, lesquels sont passés de 2,3 tonnes à l'hectare en 2003 à 2,6 tonnes en 2005.

La croissance a connu un nouveau rebond en 2006-2007 grâce à d'importants investissements publics d'infrastructures de communication et de logements sociaux de base, au démarrage de la construction de grands projets miniers, dont le projet ilménite de Fort-Dauphin et le projet nickel-cobalt d'Ambatovy, ainsi qu'aux bonnes performances du secteur financier et des télécommunications. Les investissements directs étrangers ont également fortement augmenté sur la période, la Chine (Hong-Kong inclus) devenant, grâce aux projets dans l'industrie extractive, le deuxième investisseur étranger derrière la France.

D'après les données des Enquêtes périodiques auprès des ménages réalisés en 1997, 1999 et 2001, l'épisode de croissance enregistré par Madagascar sur la période 1997-2001 a contribué à réduire la pauvreté (voir l'encadré pour un aperçu méthodologique). La diminution de la part de la population pauvre a néanmoins été modérée, cette dernière passant de 73,3 % en 1997 à 69,6 % en 2001. En outre, la répartition des fruits de la croissance a surtout profité aux urbains au détriment des ruraux, si bien que l'incidence de la pauvreté en milieu rural est restée inchangée, à 77 %. La pauvreté a en fait essentiellement diminué parmi les individus travaillant dans le secteur manufacturier (de 54,3 % à 42 %) ou dans les services (de 44 % à 36,5 %), tandis qu'elle s'est maintenue parmi les agriculteurs. L'évolution de la pauvreté a également été contrastée selon les régions. C'est en milieu urbain qu'elle a le plus fortement baissé, notamment dans la province d'Antananarivo au sein de laquelle sont concentrées les activités manufacturières intensives en main-d'œuvre et les entreprises agréées de la Zone franche industrielle. L'incidence de la pauvreté dans la capitale est ainsi passée de 52 % en 1997 à 29,2 % en 2001 (BANQUE MONDIALE, 2005 b). La pauvreté s'est en revanche accrue de manière significative dans les régions de Fianarantsoa, Toamasina et Antsiranana.

Tableau 5: Indicateurs de pauvreté, 1997-2005

	1997	1999	2001	2002	2004	2005
Incidence de la pauvreté (*) (%)	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7
Incidence de la pauvreté rurale (%)	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5
Incidence de la pauvreté urbaine (%)	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0
Profondeur de la pauvreté(**) (%)	33,6	32,8	34,8	47,6	31,6	-
Sévérité de la pauvreté(***) (%)	63,1	61,7	-	-	-	-
Nombre de pauvres (millions)	10,0	10,3	10,6	12,6	11,9	11,9

Source : BANQUE MONDIALE, *Madagascar Country Assistance Evaluation*, décembre 2006.

Les données des enquêtes emploi réalisées chaque année auprès de la population urbaine dans le cadre du projet Madio confirment l'amélioration des conditions de vie des ménages urbains sur la période 1997-2001. Sur le marché du travail, la conjoncture favorable a d'abord mis fin au processus d'informatisation de l'activité économique : alors qu'avant 1997, le secteur informel contribuait à raison de plus de 80 % à la création nette d'emplois, le relais a été pris, à partir de cette date, par le secteur privé formel, notamment par les entreprises de la Zone Franche Industrielle (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002). La rémunération du travail a vu dans le même temps son pouvoir d'achat augmenter : à Antananarivo, le revenu moyen en termes réels a augmenté de 53 % entre 1995 et 2001. Enfin, le taux de chômage et celui du sous-emploi ont sensiblement reculé sur la période, tout comme le taux d'activité des enfants (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD)

La crise politique de 2002 a cependant mis fin à l'embellie, et s'est accompagnée d'une augmentation brutale de la pauvreté dont l'incidence est passée de 69,6 % en 2001 à 80,7 % fin 2002 (+ 16 %). L'accroissement de la part de la population pauvre a été particulièrement marqué en ville et parmi les travailleurs non qualifiés, les employés et les petits agriculteurs (FMI, 2004).

Le redémarrage de l'activité économique consécutif à la fin des troubles, courant 2002, a permis à la pauvreté de reculer à nouveau. De 80,7 % en 2002, la proportion de pauvres dans la population est passée à 68,7 % en 2005. Cette fois-ci, les progrès ne sont pas seulement notables dans les villes, mais également dans les campagnes. L'impact de la croissance est même plus marqué dans les secondes, grâce à l'augmentation des prix payés aux producteurs, que dans les premières, où les ménages souffrent de la hausse des prix. Le niveau de la pauvreté demeure néanmoins en 2005 très hétérogène selon les régions. La période considérée

ayant été marquée par une très forte hausse du prix du riz (jusqu'à 1 500 ariary/kg de riz blanc et 700 ar/kg de paddy, contre respectivement 500 ar/kg et 240 ar/kg environ un an plus tôt), les régions comptant majoritairement des riziculteurs en position de vendeurs nets sur le marché du riz ont vu la pauvreté sensiblement reculer (c'est le cas des deux principaux greniers à riz du pays, les régions du Boeny, à Mahajanga, et celle d'Alaotra Mangoro à Toamasina), tandis que les régions non autosuffisantes en riz ont été très négativement touchées par la crise. Les régions d'Atsimo Atsinanana (Fianarantsoa) et de Vatovavy Fitovinany (Toamasina), situées à l'est de Madagascar, et la région de l'Androy (Toliara) dans le sud ont ainsi vu leur taux de pauvreté augmenter, pour atteindre plus de 80 %.

Si la pauvreté monétaire a baissé depuis 2001, qu'en est-il de la pauvreté subjective ? Quelle perception ont les Malgaches de l'évolution de leurs conditions de vie sur la même période ? En s'inspirant de l'approche originale développée dans l'enquête 1-2-3 à Madagascar, les EPM ont commencé à intégrer les questions de pauvreté subjective à partir de 2001. D'après les données des dernières EPM, la majorité des Malgaches déclare vivre difficilement (tabl. 3). En dynamique, cette perception a légèrement varié sur la période 2001-2005 : alors que 51 % des chefs de ménage interrogés estimaient vivre difficilement en 2001, ils sont plus de 54 % en 2002, du fait de la crise politique, et moins de 50 % trois ans après (RAKOTOMANANA, 2007). Pauvreté monétaire et pauvreté subjective semblent donc avoir évolué dans le même sens. En revanche, la proportion de chefs de ménage qui estiment vivre dans des conditions à peu près décentes tout en devant faire attention a augmenté de près de 10 points entre 2002 et 2005, et ce quel que soit le niveau d'éducation.

L'Indicateur de développement humain (IDH) et l'Indicateur sexo-spécifique de développement humain (ISDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sont d'autres indicateurs utiles pour caractériser l'évolution des conditions de vie de la population malgache au cours des dix-quinze dernières années. L'IDH est un indicateur synthétique compris entre 0 et 1 qui mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé (mesurée par l'espérance de vie à la naissance), la possibilité de s'instruire (mesurée par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation) et la possibilité de bénéficier de conditions de vie décentes (mesurée par le logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat). L'ISDH mesure les mêmes avancées et se fonde sur les mêmes variables que l'IDH, mais corrige ce dernier des disparités entre hommes et femmes. Lorsque l'ISDH est inférieur à l'IDH, cela signifie que les femmes sont

défavorisées par rapport aux hommes concernant les trois critères de développement humain retenus.

Tableau 6: Appréciation subjective des ménages sur leurs conditions de vie, 2001-2005 (%)

	« Ça va à peu près mais il faut faire attention »			« Les conditions de vie sont difficiles »		
	2001	2002	2005	2001	2002	2005
Éducation du chef de ménage						
Aucune	22,3	19,7	26,0	56,6	61,3	58,8
Niveau primaire	22,3	24,5	34,5	20,8	55,8	49,2
Niveau secondaire	26,6	29,8	39,0	30,0	34,6	34,6
Niveau supérieur	21,5	36,6	34,0	22,8	25,7	17,7
Ensemble	22,7	23,9	32,7	50,8	54,2	49,4

Source : RAKOTOMANANA (2007). Les données proviennent de vagues successives de l'EPM.

Section 2: Les caractéristiques de la croissance économique

Pour une population estimée à 24,24 millions d'habitants, le PIB par tête s'établit à 410 USD

En 2016, ce qui classe Madagascar parmi les dix pays les plus pauvres au monde. La situation socio-économique, marquée par la pauvreté¹, la malnutrition et les inégalités persistantes, est donc préoccupante. Elle est, en fait, la résultante d'une trajectoire de croissance chaotique depuis l'indépendance où chaque cycle de croissance a été neutralisé par une crise politique qui a entraîné, à chaque fois, une diminution voire une suspension de l'aide extérieure, une méfiance des investisseurs potentiels, une stagnation de l'économie et, au final, une régression du revenu par habitant, malgré des atouts exceptionnels que le pays ne parvient pas à exploiter durablement. L'économie malgache a besoin d'investissements importants (réseau routier, voies ferrées et production électrique sont évidemment vitaux pour un pays grand comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal réunis) que l'instabilité politique persistante, la faiblesse des cours mondiaux de matières premières, la corruption et les conditions de sécurité ne permettent pas

des 22 régions du pays sont à risque de cyclones tropicaux, de sécheresses prolongées, de précipitations variables, et de graves inondations. Plus de 9 millions de personnes ont été touchées entre 2014 et 2015. La sécheresse déclenchée par El Niño depuis septembre 2015 a créé une situation de précarité sans précédent dans le Grand Sud de Madagascar, notamment les sept Districts des Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, considérées comme les plus pauvres de la Grande Ile. Le changement climatique aggrave les facteurs de pauvreté, dont l'impact est également rendu plus sévère par les atteintes à l'environnement (déforestation, érosion, urbanisation). Le récent cyclone Enawo de mars 2017 illustre cette exposition aux risques climatiques, dont les conséquences négatives se retrouvent dans la révision à la baisse des prévisions du taux de croissance du PIB. Le FMI estimait fin juin 2017 les coûts de la récente sécheresse (fin 2016 et début 2017) et du dernier cyclone à environ 400 millions de dollars, soit 4% du PIB.

Quelques travaux se sont attachés à établir un profil de pauvreté et à identifier les facteurs de la pauvreté à Madagascar. L'établissement d'un profil et l'identification des facteurs reposent sur des questions similaires : dans le premier cas, il s'agit de répondre à la question « qui sont les pauvres ? », dans le second, on s'attache à identifier les caractéristiques des ménages pauvres. Celles-ci sont souvent assimilées à des facteurs (ou déterminants) bien qu'il ne soit en général pas possible d'établir de relation de causalité.

L'exploitation des données de l'Enquête permanente auprès des ménages (EPM) datant de 1993, première du genre à Madagascar, a donné lieu à un certain nombre de travaux. Bien que précédant la période d'intérêt, il paraît pertinent d'en résumer les principales conclusions. Un rapport de la Banque mondiale datant de 1996 propose un premier profil de la pauvreté selon plusieurs dimensions, notamment géographique, sectorielle et socioprofessionnelle (BANQUE MONDIALE, 1996 a et 1996 b). Du point de vue géographique, l'examen par milieu et par province de l'incidence de la pauvreté permet de conclure, de manière peu surprenante, que la pauvreté est un phénomène sensiblement plus prégnant en milieu rural. Par ailleurs, les différences entre provinces (*faritany*) sont importantes et celle de Toliara, au sud du pays, apparaît comme la plus pauvre. Du point de vue des groupes socio-économiques définis par secteur et type d'activité, les ménages dont les chefs sont des agriculteurs enregistrent les niveaux de pauvreté les plus élevés, tandis que ceux-ci sont relativement faibles chez les salariés des secteurs non agricoles, notamment pour les plus qualifiés. L'analyse des différentes enquêtes conduites de 1997 à 2005 a permis de confirmer la plupart des éléments du profil de pauvreté établi à partir des données de 1993. La position relative des provinces en

termes de pauvreté a néanmoins fortement varié au cours de la période. Ainsi, en 2001, ce sont les provinces de Toamasina et de Fianarantsoa qui enregistrent les niveaux de pauvreté les plus élevés. Par ailleurs, certaines analyses complémentaires montrent que les ménages dirigés par une femme présentent des taux de pauvreté supérieurs aux ménages dont les chefs sont des hommes. On peut également trouver des éléments dans l'analyse de l'évolution du marché du travail (voir ci-dessous) conduite à partir des enquêtes de 2001 et 2005. Les différents indicateurs du marché du travail dessinent en effet des catégories plus particulièrement vulnérables. Sans surprise, on trouve là encore des taux de pauvreté plus élevés chez les agriculteurs, chez les non-salariés et chez les travailleurs non qualifiés.

Concernant l'identification des facteurs de la pauvreté, deux travaux existent. Le premier, qui mobilise les données de l'enquête EPM de 1993, a été réalisé en 1998 par DOROSH *et al.* L'identification des facteurs de la pauvreté s'appuie sur l'estimation d'un modèle assez simple qui met en relation la consommation par tête avec différentes caractéristiques des ménages renseignées dans l'enquête concernant notamment la possession d'actifs et les caractéristiques de la main-d'œuvre. Par rapport à l'analyse de tableaux croisés utilisés pour l'établissement du profil de pauvreté, cette approche permet d'identifier le rôle de chaque caractéristique « toutes choses égales par ailleurs ». Le modèle est estimé séparément selon le milieu de résidence des ménages. Les résultats aboutissent à des modèles assez différents par milieu : tandis que le niveau de qualification domine en milieu urbain, c'est plutôt l'importance des actifs agricoles qui apparaît comme un déterminant important en milieu rural.

Un second travail d'analyse des déterminants de la pauvreté s'appuie quant à lui sur les données issues de l'enquête conduite en 2001 (INSTAT/BANQUE MONDIALE/ILO, 2003). Là encore, l'étude utilise une régression multivariée mais le modèle estimé est légèrement différent dans la mesure où la variable dépendante est la probabilité d'être pauvre et non la consommation par tête. Le modèle est par ailleurs estimé sur l'ensemble des ménages urbains et ruraux. Un des résultats intéressants concerne justement le fait d'habiter en milieu rural. Il apparaît en effet que le lieu de résidence n'est pas significativement associé, toutes choses égales par ailleurs, à la probabilité d'être pauvre. Étant donné que le modèle inclut d'autres caractéristiques, notamment le statut d'agriculteur et l'accès aux infrastructures telles que l'eau ou l'électricité, il est probable que celles-ci saisissent en fait l'ensemble des désavantages liés au milieu rural. Les ménages de plus grande taille ont une probabilité plus forte d'être pauvres mais cet effet est concave, c'est-à-dire que le désavantage de la taille

diminue avec celle-ci. Le capital humain mesuré par l'éducation du chef de ménage joue également un rôle important : ainsi, avoir fréquenté l'école primaire diminue la probabilité d'être pauvre de 6 %, l'école secondaire ou l'université de 17

Pour la période 2006-2007, l'Institut national de la statistique malgache (INSTAT) table sur une tendance à la baisse persistante de la pauvreté, avec des taux estimés de 67,5 % pour 2006 et de 66,4 % pour 2007 (fig. 6). Cette évolution est-elle compatible avec l'objectif du gouvernement malgache de réduire le ratio de pauvreté de moitié entre 2000 et 2015 ? Le second rapport officiel sur le suivi des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) élaboré par l'INSTAT avec l'appui du Système des Nations unies, dont une présentation publique a eu lieu en avril 2008, est assez réservé sur ce point. Tout en reconnaissant la tendance baissière de la pauvreté à Madagascar, le rapport insiste en effet sur le caractère encore fragile et lent de ce recul par rapport aux objectifs fixés. Le gouvernement malgache semble d'ailleurs partager cet avis, en affichant parmi les objectifs du MAP celui de parvenir à une incidence de la pauvreté de 50 % à l'horizon 2012. Cet objectif paraît peu compatible avec celui fixé dans les OMD, à moins que la pauvreté n'en vienne à se réduire de manière exponentielle à partir de 2012.

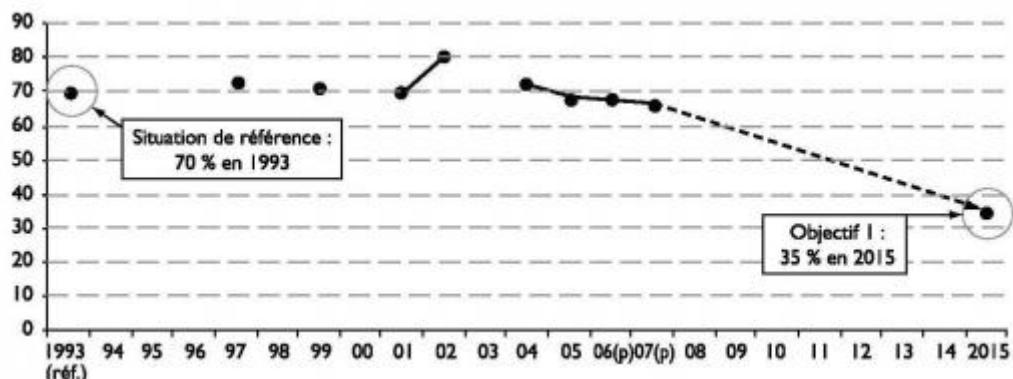


Figure 5: Évolution de l'incidence de la pauvreté (chiffres en %).

Source : voir tableau I. Les chiffres pour 2006 et 2007 sont tirés du site de l'INSTAT

Bref, il est bien sûr difficile d'établir des projections sur l'évolution de la pauvreté à l'horizon 2015. Un tel exercice impose en effet de faire de nombreuses hypothèses sur les trajectoires économique et démographique du pays, sur l'élasticité de la pauvreté à la croissance économique, etc. Il reste néanmoins possible d'évaluer le chemin restant à parcourir et de

juger de la « faisabilité » du premier objectif des OMD au vu des tendances récentes observées.

Conclusion partielle de la deuxième partie

Bref, la population englobe tous les résidents indépendamment de leur statut légal ou de leur citoyenneté, à l'exception des réfugiés qui ne sont pas établis en permanence dans leur adoption. Ceux-ci sont généralement considérés comme faisant partie de leur pays d'origine

Pour atteindre le premier objectif des OMD à l'horizon 2015, un certain nombre de défis restent donc à relever. Vu le chemin restant à parcourir et la dégradation récente de l'environnement économique international couplée à la nouvelle crise politique malgache, il paraît toutefois peu probable que l'engagement pris par le gouvernement de faire tomber l'incidence de la pauvreté à 35 % soit tenu. Compte tenu de la dispersion observée dans les niveaux de pauvreté mesurés à l'échelle des provinces, une stratégie pourrait être de concentrer les efforts vers les régions abritant le plus grand nombre de pauvres, à savoir les régions rurales de Fianarantsoa et d'Antananarivo. Ces efforts pourraient bien sûr viser à dynamiser l'activité économique dans ces régions ; mais ils pourraient également consister à redistribuer les fruits de la croissance en leur faveur.

CONCLUSION

Il ressort de notre travail de recherche que le déséquilibre entre les deux facteurs fait que la croissance de la population nuit à la croissance économique, tel que le concevait Malthus.

De plus, nous pouvons remarquer qu'il est aussi vrai pour les hypothèses de Solow selon lesquelles : « Plus le taux de croissance de la population est élevé, plus le pays est pauvre ; plus le taux d'épargne est élevé, plus le pays est riche ».

Au regard

Un contrôle de natalité de manière incitative ou coercitive qui des résultats du modèle, nous pensons que pour réduire le déséquilibre entre la population et la croissance économique se repose sur l'éducation, la sensibilisation et l'encadrement des populations

Un programme économique visant une accumulation constante et soutenable des richesses en identifiant les avantages comparatifs du pays pour une meilleure spécialisation sur le marché international. Par exemple, le développement de l'agriculture, susceptible de réduire le volume des importations pour mettre l'accent sur la promotion des exportations. Ceci faciliterait non seulement les échanges commerciaux avec d'autres pays mais aussi, stimulerait la production locale.

Si l'on s'en tient aux interactions entre la croissance démographique et la croissance économique des pays en développement, il faut bien admettre qu'elles sont incertaines et que ce n'est que dans une perspective historique que les singularités nationales peuvent s'expliquer. Les grandes théories démo-économiques doivent être perçues comme des cadres généraux de pensée et sans cesse réinterprétées.

Dans ce domaine des relations entre la démographie et l'économie, l'expérience des pays développés peut-elle servir aux pays en développement ?

Oui et non. Oui, car certains phénomènes comme le vieillissement des populations poseront les mêmes problèmes aux pays en développement que ceux posés aux pays développés. Non, car la rapidité de la baisse de la fécondité et de la mortalité, c'est-à-dire la rapidité de la transition démographique, induisent dans les pays du sud des mécanismes d'ajustement et de contrôle différents de ceux qu'ont connus les économies des pays du nord.

En effet, le développement est un processus complexe, un enchevêtrement de variables socio-économiques, et ne peut pas être réduit au seul niveau du revenu par tête. Si ce dernier s'avère un indice synthétique pratique et néanmoins souvent révélateur, l'emploi, l'éducation, la santé, l'urbanisation, la répartition de la richesse, le développement industriel et technologique, la gestion des ressources naturelles, le mode d'urbanisation, les choix institutionnels, les systèmes de prise en charge de la maladie et de la vieillesse... sont autant de leviers d'action à la disposition des pouvoirs publics pour orienter le développement sans jeter l'anathème sur la croissance de la population et en faire le bouc- émissaire du non-développement ou du peu de développement économique.

Comparativement à la période allant de la fin de l'indépendance jusqu'au début des années 1990, Madagascar a connu une croissance soutenue de l'activité économique au cours de la dernière décennie. Cette relative embellie, dont il est à craindre que la crise financière mondiale et les troubles politiques récents marquent le point d'arrêt, n'a toutefois eu que des retombées modestes sur la réduction de la pauvreté. Celle-ci demeure en effet extrêmement élevée en milieu rural et marquée par de fortes disparités régionales, suggérant par-là l'existence de poches de pauvreté que la croissance de l'activité seule ne suffit pas à résorber. Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer les performances modestes de la Grande île en matière de réduction de la pauvreté : le poids des jeunes générations dans la population, qui impose au marché du travail d'absorber près de 300 000 jeunes par an dans un contexte de raréfaction des terres arables ; la faible productivité du travail agricole ; la mauvaise qualité des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

Références

BANQUE MONDIALE 1996 a - *Madagascar Poverty Assessment Volume 1 : Abstract, Executive Summary, Participatory Poverty Assessment Summary, Methodology, Population and Human Resource Division, Central Africa and Indian Océan Department, Africa Région*. Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 1996 b - *Madagascar Poverty Assessment Volume 2: Main Report, Annexes, Population and Human Resource Division, Central Africa and Indian Océan Department, Africa Région*. Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2001 - *Le partenariat Madagascar-Banque mondiale 2000*. Direction des opérations pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, Antananarivo.

BANQUE MONDIALE 2002 - *Le partenariat Madagascar-Banque mondiale 2001/2002*. Direction des opérations pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, Antananarivo.

BANQUE MONDIALE 2004 - *Poverty Réduction Strategy Paper - Progress Report and Joint Staff Assessment*. Rapport n° 30036-MG, Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2005 a - *Madagascar Public Expenditure Review 2004. The challenge of poverty réduction*. Report No 30331-MG, Public Sector Reform and Capacity Building Unit, Africa Région, Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2005 b - *Madagascar Development Policy Review: Sustaining Growthfor Enhanced Poverty Réduction*. Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2006 a - *Poverty Réduction Strategy Paper - Annual Progress Report and Joint Staff Advisory Note*. Rapport n° 36781-MG, Banque mondiale, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2006 b - *Madagascar. Country Assistance Evaluation Report No 38213, Country Evaluation and Régional Relations, Independent Evaluation Group*. Banque mondiale, Washington DC.

BASLE Maurice & Alain LIPIETZ : 1993 « *Histoire des pensées économiques* » Paris, Editions Dalloz.

BERNARDIN Ernst : 2000, Editions Imprimatur « *Histoire économique et sociale d'Haïti de 1804 à nos jours* ». Port-au-Prince,

BIRABEN Jean-Noël : « *L'évolution du monde des hommes* ». Population et sociétés, Numéro 394.

BOURBONNAIS Régis : 2007 « *Econométrie* ». Editions DUNOD, Paris,

CAPUL Jean-Yves & Olivier GARNIER : 2005, Editions Hatier « *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales* ». Paris.

CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. 2003 - *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*. Paris, Economica/IRD, 464 p.

CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. 2005 - Export Processing Zones in Madagascar: a Success Story under Threat? *World Development*, 33 (5): 785-803.

DEATON A., ZAIDI S. 2002 - « Guidelines for Constructing Consumption Aggregates for Welfare Analysis ». Living Standards Measurement Study Working Paper: 135. v. 104, pp. xi. The World Bank, Washington, D.C.

DOLIGER Cédric : 2003. « *Démographie et croissance économique en France après la seconde guerre mondiale : une approche cliométrique* ». Université Montpellier I, France,

DOROSH P., HAGGBLADE S., RAJEMISON H., RALANTOARILOLONA B., SIMLER K. 1998 - *Structure et facteurs déterminants de la pauvreté à Madagascar*. Antananarivo, Instat, 89 p.

EASTERLY William : 2006 « *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester* ». Groupe Eyrolles, Paris,

FMI 2004 - *Republic of Madagascar: Poverty Reduction Strategy Paper Progress Report*. IMF Country Report No. 04/402, December.

GASTINEAU B. 2004 - La transition démographique sera encore longue. *Économie de la Réunion* : 26-27.

GASTINEAU B. 2005 - Attention aux thèses malthusianistes. *Bulletin d'information sur la population de Madagascar*, 2, IRD.

GILLIS Malcom & Dwight H. PERKINS : 1993 ; Editions de Boeck. « *Economie du développement* ». Bruxelles ; · GUZMAN José Miguel ; Jorge. RODRIGUEZ ; Jorge

HAMMER S. Jeffrey: 1985. « *Population growth and savings in developing countries a survey* ». Working papers, no 687, .

HARIZI Riadh: « *Transport, Growth and Demography a Cliometric Analysis* ». Association française de cliométrie, # 7.

HENRIPIN Jacques : 1968. « *Le coût de la croissance économique* ». Montréal, Editions les presses de l'université de Montréal.

HERAN François : « *Les populations du monde pour les trois siècles à venir : explosion, implosion ou équilibre* ». Population et sociétés, numéro 408./8.shtml

INSTAT 2006 - Enquête permanente auprès des ménages 2005. Rapport principal (disponible sur http://www.instat.mg/pdf/epm_05.pdf)

INSTAT/BANQUE MONDIALE/ILO 2003 - « État de la pauvreté à Madagascar en 2001 ».

Communication à la conférence « Développement économique, services sociaux et pauvreté à Madagascar ». Antananarivo, 11 juin.

KELLY C. Allan : 1988. *"Population and economic development"*. .

KUZNETS Simon : 1973. « *La croissance économique moderne* ». Paris, Editions Inter-Nationales,

MARTINEZ ; Juan Manue CONTRERAS & Daniela GONZALEZ : « *La démographie de l'Amérique latine et de la Caraïbe depuis 1950* ». 2006.

MALTHUS Thomas Robert : 1798. « *Essai sur le principe de population* ». Paris, Editions Gonthier

MESTON Cindy M. & David M. BUSS: 2007. « *Why humans have sex* ». Université du Texas, USA,

MONTOUSSE Marc : 1999. « *Théories économiques* ». Paris, Editions Bréal, .

PISON Gilles, BLYENBINGH Ninian Hubert Van : 1994. « *Six milliard d'hommes* ». Population et Société, no 294 : p 1 à 4. Institut National d'Etudes Démographiques (INED)

PINSON Gilles ; « *Tous les pays du monde (2007)* ». Population et sociétés, numéro 436.

PNUD 2006 - Rapport national sur le développement humain 2006 : Madagascar (disponible sur : <http://www.snu.mg/pnud/>)

RAKOTOMANANA F. 2007 - « Évolution de la pauvreté subjective en milieu rural malgache de 2001 à 2005 ». Communication au colloque scientifique « *Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques* ». Antananarivo, 23-24 avril.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. 2002 - Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? *Afrique contemporaine*, 202-203 : 75-92.

RAZAFINDRATANDRA Y. 1993 - Le régime malgache de zone franche. *Politique Africaine*, 52.

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR 2006 - PRSP Annual Implementation Report, January-December 2005.

ROUGIER Eric : 1998. « *Croissance économique, croissance démographique et hétérogénéité des niveaux de développement : éléments d'analyse* ». Document de travail no 26, Université Montesquieu-Bordeaux IV, France, .

ROUGIER Eric : 1998 « *Les conséquences économiques de la croissance démographiques : 35ans de débat entre orthodoxie et relativisme* ». Document de travail no 33, Université Montesquieu-Bordeaux W, France,

SALVATORE Dominick & Eugène. A. DIULIO : 1984. « Principe d'économie ». Paris, McGraw-Hill, .

SILEM Ahmed & Jean-Marie ALBERTINI : 2004. « *Lexique d'économie* ». Paris, Editions Dalloz,

Sanchez-Puerta M.L. (eds): *Globalization, wages and the quality of jobs*, The World Bank, Washington D.C.

STIFEL, D., RAKOTOMANANA F., CELADA E. 2007 - Assessing Labor Market Conditions in Madagascar, 2001-2005. *Africa Région Working Paper*, 105, World Bank, Washington,

Table des matières

REMERCIEMENT	I
Sommaire.....	II
LISTES DES ABREVIATIONS	III
INTRODUCTION	1
PARTIE I: L'IMPACT DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE	3
Chapitre I: Cas théorique.....	5
Section 1: Le courant orthodoxe ou courant Malthusien	5
Section 2: La transition démographique et l'optimisation historique	8
Chapitre II: Situation démographique et économique des différents pays.....	11
Section 1: Une transition démographique avec un développement économique rapide Maurice	11
Section 2: Une transition démographique à deux vitesses : l'Amérique latine	13
PARTIE II: CAS DE MADAGASCAR	16
Chapitre III: La croissance démographique Madagascar	18
Section 1: L'évolution de la croissance démographique.....	18
Section 2: Caractéristique de la croissance démographique	21
Chapitre IV: La croissance économique	27
Section 1: Situation de la croissance économique	27
Section 2: Les caractéristiques de la croissance économique	32
CONCLUSION.....	37
BIBLIOGRAPHIE	i
RESUME.....	vi

RESUME

L'influence qu'exerce la croissance démographique sur la croissance économique, un thème éveillant un fort intérêt en économie depuis plus d'un siècle, suscite encore de nombreuses réactions. Ce couple formé des deux sciences : démographie et économie, se révèle être l'objet de beaucoup d'inquiétudes quant à la perspective d'évolution de la population dans les pays développés, notamment dans ceux en voie de développement. Toutefois, il faut mentionner le problème de dynamisme de l'économie, faisant de la croissance de la population un frein à la croissance économique, pour ne pas dire au développement. Un problème qui se pose le plus souvent au niveau des pays pauvres. Pourtant, bon nombre de ces problèmes restent encore peu explorés.

Etant donné que la croissance économique est une condition nécessaire et non suffisante au bien-être social, il importe à tous les pays d'avoir une croissance forte, durable, capable d'enrayer dans une certaine mesure certains problèmes sociaux qui hypothèquent leur avenir. Par conséquent, les solutions partielles sont en général inefficaces et incapables de générer cette croissance soutenue. De ce fait, la recherche de la croissance économique se trouve à l'heure actuelle, au centre des préoccupations de toutes les sociétés. Plusieurs facteurs peuvent la stimuler ou la promouvoir. C'est dans cette optique qu'on cherche à déterminer le lien existant entre la population et la croissance économique, à partir des données de panel recueillies pour un total de douze pays au cours de la période allant de 1980 à 2008.

Plusieurs courants de pensées ont pris naissance pour mettre en cause l'impact de la population sur la croissance. Citons, d'un côté, les alarmistes qui dénoncent ses méfaits ; d'un autre, les positivistes, qui vantent ses prouesses sur l'économie. Toutefois, les travaux de recherche relatifs à un tel sujet, quelle que soit leur nature ou leur préoccupation, doivent être faits au cas par cas, car l'expérience économique varie d'un pays à un autre, ou encore d'un groupe de pays à un autre. Par conséquent, nous présenterons une analyse sur l'influence de l'évolution démographique sur la croissance économique précisément dans le cadre des pays.